

## **Communiqué de presse**

Luxembourg, le 21 octobre 2011

### **« Ras-le-bol » des travailleurs : la CES exige une gouvernance économique dans l'intérêt des salariés !**

Les 19 et 20 octobre dernier, le comité exécutif de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) s'est réuni à Bruxelles pour faire le point sur ses activités. L'un des thèmes qui prédomine tous les discours des représentants syndicaux est la crise économique et sociale à laquelle les salariés européens doivent toujours faire face. Pour les membres de la CES ce n'est plus que la seule situation en Grèce qui les préoccupe ; mais c'est l'avenir de toute l'Europe et surtout de l'Europe sociale, qui aujourd'hui est en danger ! Le comité exécutif de la CES manifeste un « ras-le-bol » face aux attaques permanentes sur les salaires et les droits sociaux des travailleurs européens. Elle dénonce l'interférence dans les systèmes des conventions collectives nationales et les politiques d'austérités soutenues par les dirigeants européens qui risquent de mener à une nouvelle récession et qui font peser la charge de la lutte anti-crise sur les travailleurs tout en épargnant les dirigeants du secteur financier et les cadres dirigeants des grandes entreprises multinationales qui sont les responsables de la crise.

La CES est plus convaincue que jamais qu'il faut une gouvernance économique commune, mais une gouvernance avec de bonnes règles, des règles dans l'intérêt des salariés et c'est dans ce sens, qu'elle va mener ses actions futures.

En outre, le comité exécutif a discuté et adopté le programme de travail pour 2012-2014 du dialogue social européen et dans ce contexte, il a donné à la CES le mandat pour reprendre les négociations sur la directive temps de travail controversée. Pour la CES la révision de la directive temps de travail ne pourra se faire que si la santé et la sécurité des salariés reste la première préoccupation de cette directive. En plus, la CES exige la suppression des « opt out », permettant aux employeurs de faire travailler les salariés plus de 48 heures par semaine, ainsi que le respect des jugements de la CJE.

Pour finir, un ensemble de trois résolutions sur le changement climatique et le développement durable a également été adopté, ainsi qu'une résolution sur le livre blanc de la commission européenne sur les transports.

Les syndicats luxembourgeois ont été représentés par Jean-Claude Reding pour l'OGBL et Tania Matias pour le LCGB.